

## SOCIÉTÉ

# À Bure, les opposants organisent leur résistance

Malgré une faible mobilisation, après un week-end tendu avec les forces de l'ordre, les antinucléaires préparent les luttes à venir.

ÉRIC DE LA CHESNAIS @plumedeschamps

**AMÉNAGEMENT** Un bilan en demi-teinte. Les opposants au projet d'enfouissement des déchets nucléaires de Bure, dans la Meuse, ont mobilisé nettement moins de manifestants que prévu ce week-end. Ils avaient bravé l'interdiction de manifester décidée, jeudi, par arrêté préfectoral, par crainte d'affrontements. Alors qu'ils tablaient sur 850 personnes, ils n'ont été, au plus fort de la contestation samedi après-midi, que 300 manifestants, selon les forces de l'ordre, 400 selon les organisateurs, à tenter de s'approcher du bois Lejuc, devenu l'épicentre de la contestation.

Si des échauffourées ont éclaté dès samedi entre les forces de l'ordre et les manifestants, elles n'ont pas causé d'incidents graves. Quant à dimanche, seule une centaine de personnes, la

plupart masquées, avait repris la direction du bois Lejuc. De nouveau, les deux parties se sont affrontées, plus brièvement cette fois, à coups de jets de pierre et de bombes lacrymogènes. Assez rapidement, les opposants ont été repoussés vers une route départementale,

**« On structure notre réseau avec la mise en place de comités de soutien au niveau national »**

JÉRÔME, L'UN DES RÉSISTANTS

où ils ont tenté d'ériger une barricade, avant d'être tous redirigés vers le village de Mandres-en-Barrois, d'où ils étaient partis en fin de matinée.

Au total, seules huit interpellations ont été faites, certaines pour « participation sans arme à un attroupement



après sommation de se disperser », selon le parquet de Bar-le-Duc, d'autres « pour violences aggravées ». « Le week-end se termine sans débordements graves à déplorer, indique, soulagée, la préfète de la Meuse, Muriel Nguyen. Un gendarme a été légèrement blessé à la cuisse lors du passage d'une clôture et trois opposants ont eu des écorchures ».

Ce site, vaste de 221 hectares, a été retenu par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra)

pour y procéder à des forages exploratoires. D'ici à 2025, si ces tests s'avèrent positifs, l'Andra y installera le Centre industriel de stockage géologique (Cigeo), où seront entreposés, par 500 mètres de profondeur, les déchets les plus radioactifs du parc nucléaire français. De quoi irriter les riverains. « Nous allons devenir la poubelle française du nucléaire », déplore Jacques Leray, ancien

Des activistes antinucléaire tentent d'atteindre le bois Lejuc, dimanche près de Bure.

J.-C. VERHAEGEN/APP

maire de Beurville, une commune à une cinquantaine de kilomètres du site. Notre territoire, proche des plantations de Champagne, va perdre en notoriété. »

Rejoins par les représentants d'associations antimilitaires et par des défenseurs de l'environnement, ces opposants occupaient ce site depuis l'été 2016. Une occupation déclarée illégale par la justice en avril 2017, depuis que l'Andra est devenue propriétaire du bois Lejuc. La quinzaine d'opposants qui s'y trouvait a été délogée au petit matin du 22 février par 500 gendarmes.

Aujourd'hui, du côté des opposants, la détermination reste intacte. Si l'on reconnaît que la mobilisation a été moins forte qu'espéré, on s'organise cependant pour la suite des événements. « Vingt-six comités de lutte se sont rencontrés ce week-end dans une grange de Mandres-en-Barrois, explique Jérôme, l'un des résistants. Les manifestants sont venus de toute la France, de villes comme Metz, Nancy ou Toulouse. On structure notre réseau avec la mise en place de comités de soutien au niveau national car il s'agit d'une bataille contre le nucléaire en France. Nous ne sommes pas résignés, et nous continuerons de nous battre sur le terrain en bravant l'interdiction de manifester ». Y compris « sur le terrain juridique », reprend-il, car « nous contestons les conditions d'échange de la parcelle de 221 hectares entre la commune et l'Andra, en raison de collisions d'intérêts de certains conseillers municipaux qui ont obtenu des baux de chasse ou des baux agricoles ». Un dossier qui est loin d'être enterré. ■

## Parcoursup: le florissant business des coaches

La nouvelle plateforme a fait naître un immense marché, non réglementé, de l'accompagnement scolaire.

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

**ÉDUCATION** Parcoursup, nouvelle poule aux œufs d'or? La plateforme d'orientation postbac, qui a succédé à « APB », a mis les acteurs du coaching scolaire en ébullition. Sur les starting-blocks avant l'ouverture du portail, début janvier, ils ont repositionné leur offre. De manière tout à fait efficace.

Créé en 2009, le cabinet Tonavnir.net a ainsi enregistré une activité en augmentation de 30% par rapport à l'année précédente. « APB et le tirage au sort ont laissé des traces. Les parents s'inquiètent. Beaucoup demandent un accompagnement total », explique Sophie Laborde-Balen, fondatrice de la structure, basée à Saint-Cloud. « Je suis une autodidacte, revendique cette mère de quatre enfants qui, avant d'ouvrir sa structure en 2009, avait un cabinet de podologie. Au fil des années, j'ai constitué mes fiches sur les débouchés et les métiers. » Depuis 2010, le concept a été déployé sur toute la France, à travers

un réseau de franchises animé par 35 conseillers. Parmi eux, des coaches, des profs, des gens venus des ressources humaines, du journalisme, et même une ancienne assistante dentaire. À chaque demande, son « pass » : « Révélation », « Réflexion », « Affinité », ou encore « Sérénité », pour les familles les plus angoissées. Ce « package » comprend deux entretiens, la rédaction du CV et de la lettre de motivation – désormais demandés sur Parcoursup – et l'inscription sur la plateforme. Tarif? 560 euros. « 80% des jeunes ne savent pas ce qu'ils veulent faire », explique la coach. Il y a ceux qui ont l'embaras du choix, comme cette jeune lycéenne et son 18 de moyenne à Henri-IV. Il y a ceux qui veulent se réorienter, comme cette étudiante en médecine que la coach a guidée vers l'école de cuisine Ferrandi. « Le papa m'en a voulu dans un premier temps, mais il faut faire passer le jeune d'abord », estime-t-elle.

Des structures de ce type, il en existe une multitude, des poids lourds du secteur, tel Acadomia – qui a démarré dans

le soutien scolaire et ne cesse d'étendre son périmètre – aux petites sociétés à durée de vie éphémère. Des organismes qui s'appellent Odiop ou Eureka Study. Le premier revendique un savoir-faire « depuis 1978 », le second propose une formule incluant la constitution de dossier pour l'Angleterre et le Canada. Certains ont choisi des noms sobres, comme Corep – pour « centre d'orientation et d'examen psychologiques » –, qui propose des bilans « de l'âge de 5 ans à 28 ans » (630 euros pour le postbac). D'autres donnent dans la métaphore, comme Dessine-moi un chemin, qui travaille sur les « intelligences multiples ».

« C'est la jungle »

Des pratiques « intolérables » pour le Syndicat général des lycéens, qui interpellerà le ministre de l'Éducation sur le sujet le 8 mars. Car, auprès de ces coaches, les familles vont chercher ce que l'Éducation nationale ne peut leur donner : une information sur mesure et un accompagnement personnalisé.

« Pour faire la démarche d'aller consulter un coach, il faut avoir des moyens », reconnaît volontiers Sylvie Chabrand, professeur de physique depuis vingt-six ans, conseillère d'orientation et repousseuse, en septembre, du cabinet de coaching Quiétude, à Ecully. Elle mène ces deux activités en parallèle. « Au lycée, je fais des petits entretiens, parfois entre deux portes, confie-t-elle. Dans le cadre d'un coaching standard, c'est dix heures de suivi. » Pour 470 euros.

« C'est la jungle. Tout le monde peut se déclarer coach », explique Philippe Vivier, qui, pour mettre de l'ordre dans ce métier non réglementé, a monté en 2009 l'Association française de coaching scolaire et étudiant (AFCSE). Coach depuis quatorze ans, il dénonce « ces boîtes qui vendent du tout fait », « ces fast-foods de l'orientation ». Pour intégrer l'association, il faut avoir suivi au moins 250 heures de formation. Des conditions rigoureuses qui expliquent le faible nombre de membres. Douze seulement... « C'est un peu David contre Goliath », déplore-t-il. ■

## ZOOM

Plus de 670 000 visiteurs au Salon de l'agriculture

Est-ce l'effet du film *Petit paysan*, qui a remporté trois César vendredi? Le 55<sup>e</sup> Salon de l'agriculture, qui a fermé ses portes dimanche soir, a vu sa fréquentation augmenter de près de 9% cette année, avec plus de 50 000 visiteurs supplémentaires par rapport à l'an dernier, sans toutefois atteindre le record de 2014. La journée de samedi a connu un record d'affluence avec plus de 100 000 visiteurs. C'est précisément 672 570 personnes qui ont arpenté, durant neuf jours, les allées de la plus grande ferme de France. Les deux années précédentes, le salon avait pâti du climat d'inquiétude après les attentats de 2015.

## EN BREF

Ain : mort d'un enfant de 5 ans tombé dans une piscine d'eau glacée

Un enfant de 5 ans est mort vendredi soir à Pont-d'Ain (Ain) après avoir chuté dans la piscine familiale remplie d'eau glacée. Le garçonnet a échappé à la vigilance de sa famille alors que celle-ci était réunie dans sa maison encore en construction.

Intempéries : Montpellier demande le classement en catastrophe naturelle

La ville de Montpellier, paralysée par la neige mercredi et jeudi, a demandé le classement en catastrophe naturelle. La procédure « a été engagée au vu de l'intensité de cet épisode neigeux exceptionnel », a indiqué Philippe Saurel, le maire de Montpellier. « Chacun des maires des communes de la métropole de Montpellier pourra s'associer à cette démarche », a-t-il précisé.

Dunkerque : quatre tentatives d'homicide après une altercation entre automobilistes

Un homme a été mis en examen samedi et placé en détention provisoire, soupçonné d'avoir tiré, avec un pistolet de calibre 9 mm, sur quatre personnes à Dunkerque (Nord), après une altercation entre automobilistes près de la gare.

## Bordeaux recycle ses 200 millions de mégots

Avec ses bornes-cendriers, l'expérimentation de dépollution pourrait se déployer partout en France.

HÉLÈNE LERIVRAIN @LNLerivain BORDEAUX

**ENVIRONNEMENT** 200 millions de mégots seraient jetés par terre chaque année à Bordeaux. 250 000 sur la seule place Stalingrad rive droite. La municipalité ainsi que Bordeaux Métropole ont donc décidé de lancer, avec l'association EcoMégot, une vaste expérience de collecte, de recyclage et de sensibilisation dans le quartier de La Bastide. Objectif : en faire le premier quartier zéro mégot de France.

« Les mégots sont une sombre saloperie dans les villes. » Le maire adjoint de ce quartier, Jérôme Siri, ne mâche pas ses mots. Mais pas question pour l'instant de verbaliser ceux qui jettent leur mégot dans la rue. « Le coercitif ne peut intervenir que si on a mis des moyens suffisants en face, estime-t-il. En l'occurrence, la solution proposée par EcoMégot est intéressante. » Si cette expérience s'avère concluante, elle sera étendue à toute la ville.



Les 50 bornes-cendriers installées à Bordeaux permettent de récupérer 12 000 mégots chaque semaine. ÉCOMÉGOT

Concrètement, depuis le 8 février, l'association a installé 50 bornes-cendriers dans les espaces publics de La Bastide, à proximité des arrêts de tramway notamment. « Les mégots sont collectés une fois par semaine à vélo, explique Erwin Faure, le fondateur d'EcoMégot. On récupère ainsi 12 000 mégots qui sont ensuite stockés, l'objectif étant de les recycler. »

« Un gros polluant »

Un recyclage qui s'appuie sur deux options : « Faire de la valorisation énergétique en utilisant le mégot comme combustible de substitution ou faire une valorisation matière du mégot de cigarette en réutilisant le tabac, le papier et le filtre », indique Erwin Faure. Plusieurs études sont menées par des laboratoires pour tester les diverses possibilités, avant de trancher. En attendant, les mégots sont stockés.

Sur le terrain, Jérôme Siri voit déjà une nette amélioration depuis la mise en place du dispositif : « Il y a beaucoup moins de mégots par terre, c'est visible. » De là à

parvenir au premier quartier zéro mégot de France... « On n'a pas le choix, il faut qu'on y arrive parce que le mégot est un gros polluant », insiste Jérôme Siri qui entend développer le concept partout en France. « Plusieurs collectivités nous sollicitent déjà », s'enthousiasme pour sa part Erwin Faure en précisant que les cendriers sont fabriqués localement dans le cadre de chantiers d'insertion. « Ainsi, si nous nous implantons à Lyon par exemple, ils seront faits là-bas. » À Bordeaux, la Ville et la métropole apportent à elles deux un financement de 20 000 euros. Et une délibération du conseil municipal a été votée pour permettre à EcoMégot d'installer ses cendriers gratuitement sur l'espace public. « On ne va pas, d'une main, donner une subvention et, de l'autre, faire payer un loyer, explique Jérôme Siri. La Bastide est un quartier d'expériences et le maire, Alain Juppé, l'a bien compris. J'ai fait le pari de multiplier la population du quartier par deux sans multiplier par deux l'empreinte écologique. Alors on teste. » ■